

Des bébés nés vivants en Irlande après un avortement tardif laissés sans soins



Article rédigé par *genethique.org*, le 26 novembre 2020

En Irlande les bébés qui subissent des avortements tardifs naissent parfois vivants, et sont la plupart du temps laissés sans soins jusqu'à leur décès.

C'est une étude publiée dans le *British Journal of Obstetrics and Gynaecology* qui révèle ces faits. L'étude se base sur des entretiens avec des médecins pratiquant des IVG en Irlande. Les avortements tardifs y sont dépenalisés en cas d'« *anomalie fœtale létale* ». Ces médecins affirment devoir réclamer aux différents services les soins humains minimum pour ces bébés vivants, personne ne sachant qui exactement peut s'en occuper. Les médecins pratiquant les avortements doivent « *supplier* » pour obtenir des soins palliatifs. Plusieurs d'entre eux parlent de « *conflit interne* » et jugent la façon de mettre fin à la vie de ces bébés « *brutale* », « *horrible* » et « *émotionnellement difficile* ». L'étude mentionne des « *querelles internes entre médecins sur la question de savoir qui est 'responsable' des soins à donner à ces bébés en détresse* ».

Ces faits viennent contredire les propos tenus par Simon Harris le 7 novembre 2018, alors ministre de la santé, au moment de la dépenalisation de l'IVG : il avait affirmé que « *cela n'arriverait jamais* » (cf. [Le Parlement Irlandais dépenalise l'avortement](#)). Il avait rejeté l'amendement 98 « *qui visait spécifiquement à garantir des protections pour tout enfant né vivant après un avortement* ». Cet amendement aurait obligé les médecins à « *prendre toutes les mesures appropriées et réalisables pour préserver la vie d'un nourrisson* ». L'amendement ajoutait également que « *pour éviter tout doute, le fait que le nourrisson soit né vivant à la suite d'une interruption de grossesse ou d'une tentative d'interruption de grossesse (...) ne [devait] pas être un élément pertinent pour le médecin lorsqu'il détermine ce qui constitue une mesure appropriée* ». L'amendement visait précisément à « *garantir que les bébés qui survivent à un avortement aient droit à des soins – qu'ils ne soient pas laissés pour mort sans soins palliatifs qui soulageraient toute souffrance ou détresse* ».